

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Toulouse, le 27/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Imerys Talc Luzenac France (carrière)**

21 rue principale  
BP 11  
09250 Luzenac

Références : BF/2025/105-106  
Code AIOT : 0006802043

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement Imerys Talc Luzenac France (carrière) implanté Trimouns (carrière) 09250 Luzenac. L'inspection a été annoncée le 28/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Imerys Talc Luzenac France (carrière)
- Trimouns (carrière) 09250 Luzenac
- Code AIOT : 0006802043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Imerys Talc de Luzenac France exploite sur le territoire des communes de Bestiac, Lordat, Montségur et Vernaux une carrière de talc. L'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral en date 21 septembre 2020 pour une durée de 30 ans et une extraction de 500 000 tonnes/an.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan de Gestion des Déchets (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite met en évidence l'intérêt de compléter le programme de surveillance actuel des versants, pour prendre en compte un risque sismique majoré, l'évolution climatique, et l'absence de données sur la présence d'ancrages au niveau des 2 versants.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Registres et plans des carrières à ciel ouvert**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registres et plans des carrières à ciel ouvert
<b>Prescription contrôlée :</b>  Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> <li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection</li> </ul>

<p>institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les différents plans dont dispose la carrière.</p> <p>Le plan d'exploitation et les plans réseaux sont actualisés, ils abordent avec complétude les attendus de la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Plan de Gestion des Déchets (PGD)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de Gestion des Déchets (PGD)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li> <li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p><b>NOTA :</b></p> <p>Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 24 avril 2017 pour les installations autorisées antérieurement à la date de publication dudit arrêté, ces dispositions entrent en vigueur au 1er</p>

juillet 2018.

**Constats :**

Le plan de gestion des déchets encadre le stockage des déchets inertes (non commercialisable) produit par l'exploitation du talc.

Les contraintes techniques liées à l'exploitation de cette carrière ne permettent pas leur valorisation par remblayage des zones déjà exploitées.

Les installations de stockage sont composées principalement de 2 verses, nord et sud. Elles accueillent les inertes de 2 fosses en exploitation, Trimouns et Pradas.

Pour la verse nord, cet exutoire ne sera effectif que pour la première phase quinquennale.

A termes, le volume stocké pour la verse sud sera d'environ 116 millions de m3.

La surveillance de ces verses est composée d'un suivi topographique à l'aide de cibles implantées en pied de verse et sur différentes banquettes suivant un maillage dédié, d'un réseau de piézomètres implantés en pied de verse et au pas du temps de son avancée, et d'un dispositif de mesures des débits des drains.

Le coefficient de sécurité retenu pour justifier de leur stabilité est de 1,5.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées tout l'historique de ces suivis, et leurs adaptations comme suite à l'avancée de l'exploitation.

Les données produites sont très denses, elles témoignent d'un suivi de qualité et exhaustif, par des spécialistes dans ce domaine.

Cependant, l'inspection des installations classées préconise les éléments suivants en complément du suivi actuel :

- la justification du coefficient de sécurité avec un évènement sismique modéré à moyen, l'implantation de la carrière étant géographiquement proche de la zone de sismicité moyenne ;
- de corrélérer le débit des drains avec la pluviométrie modulo le temps de percolation, pour vérifier leur bon fonctionnement et éviter une mise en charge, ce que prévoit l'exploitant dès qu'il disposera d'un historique suffisant ;
- une implantation des piézomètres qui doit couvrir l'intégralité des gradins ;
- au niveau de l'architecture qui en l'état n'appelle pas de commentaire de l'inspection, une échelle adaptée pour le suivi des accéléromètres, et définir un seuil pour évaluer l'acceptabilité d'une évolution de leur stabilité ;
- de compléter l'identification des enjeux selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets de l'industrie extractive, notamment le classement ou pas des verses en catégorie A.

Proposition de l'inspection des installations classées dans l'hypothèse où ces verses ne relèvent pas de la catégorie A, définir les conséquences d'une instabilité géotechnique avec le scénario le plus défavorable.

Cette approche est de nature à prendre en compte l'évolution du changement climatique actuellement difficilement quantifiable, et répondre à l'absence de données sur la présence d'ancrages, leur édification ayant commencé dès le début de l'exploitation de la carrière à la fin du 19ème siècle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois